

Covid-19

Ayons une attitude responsable

Restons chez nous et appliquons les consignes données par le gouvernement. **La rédaction**

MALI

599

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 07 MAI 2020

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**Manifestations violentes
au Mali contre le régime**

**De Kayes jusqu'à Mopti
on bloque tout et on brule**



Mali : Lancement de la campagne des jeunes contre le Covid-19 à travers le pays



Soumaïla Cissé : L'Etat n'en fait pas assez

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Ramadan 2020

A l'occasion du mois béni de ramadan 2020,

la rédaction de votre quotidien préféré Malikilé
vous souhaite un bon ramadan.

Puisse Dieu nous protéger et benir le Mali.

Malikilé vous remercie pour votre fidélité.



Une	Manifestations violentes au Mali contre le régime : De Kayes jusqu'à Mopti on bloque tout et on brûle	P.4
Brèves	Violences contre les réfugiés maliens au Burkina-Faso : Une trentaine de blessés dont plusieurs avec fractures Sikasso : La tension persiste Canicule et Couvre-Feu : Les populations entre le marteau et l'enclume Assemblée Nationale : Après avoir reçu leurs écharpes et macarons, la rentrée parlementaire convoquée pour le 11 mai Migrants : 264 Maliens bloqués au Niger Lutte contre le terrorisme au Sahel : La France perd deux soldats en quatre jours Logements sociaux de N'Tabacoro et de Kati Sikoro : Enfin !	P.10 P.10 P.11 P.11 P.11 P.12 P.12
Actualité	Mali : Lancement de la campagne des jeunes contre le Covid-19 à travers le pays Gestion du coronavirus : Le Président CSDM Lance un cri de cœur pour le rapatriement des compatriotes bloqués à l'extérieur 39 ^e session ordinaire du CSA : Réaffirmation de l'engagement des parties pour la paix Affaire de faux contrat et d'imitation de signature au ministère de la Défense : Le ministre Dahirou porte plainte, la BCS et la DFM au cœur du scandale ?	P.14 P.15 P.17 P.18
Politique	Soumaïla Cissé : L'Etat n'en fait pas assez La présence massive des femmes à l'hémicycle : Une lueur d'espoir pour la démocratie malienne Résultats définitifs des législatives 2020 : La Cour constitutionnelle mise à nu par son arrogance	P.20 P.22 P.24
Culture & société	Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO : « Les livres ont la capacité unique à la fois de divertir et d'enseigner »	P.27
International	Coronavirus au Sénégal : Quatre agents de l'hôpital infectés, le service de chirurgie de Ndamatou fermé Un think thank américain lié au Pentagone sonne l'alarme : « L'heure est grave pour la Guinée »	P.28 P.29
Sport	Covid-19 : La FEMAFOOT compte achever la saison	P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.11



P.15



P.24





Manifestations violentes au Mali contre le régime : De Kayes jusqu'à Mopti on bloque tout et on brule

Après l'arrêt de la Cour constitutionnelle, les populations de plusieurs localités du Mali sont sorties pour exiger la restitution de leurs votes et l'arrêt immédiat du couvre-feu.

Si pour le moment, ces manifestations ne sont pas coordonnées, chacune dans sa localité, les violences constatées inquiètent les observateurs. Tout est parti de Bougouni où les partisans de la liste URD-RPM sont sortis pour battre le pavé contre les résultats définitifs qui ont changé leur victoire en défaite. La route Bamako-Bougouni a été bloquée et les manifestants ont brûlé des pneus. L'on pouvait entendre que Bakary Togo et Zoumana N'Tji sont le choix de Bougouni. Les manifestants s'en prennent ouvertement au président de la république, qu'ils accusent d'être en complicité avec la présidente de la Cour constitutionnelle pour recalculer leurs candidats. L'arrestation de cer-

tains leaders par la police de Bougouni n'a fait qu'intensifier les manifestations.

Même escalade de la violation à Sikasso et à Koutiala. Dans une vidéo sur les réseaux sociaux, des manifestants à Sikasso menacent de créer un état qu'ils appelleront le Kédougou en proclamant leur «indépendance comme l'a fait le peuples de l'Azawad». Plusieurs centaines de passagers sont bloqués sur la route Bamako-Sikasso à cause du blocage de la route par les manifestants.

Kati et toutes les communes de Bamako sont aussi sous les feux des manifestants et les forces de sécurité, qui semblent être dépassées par ces violences. Des vidéos circulent dans des groupes whatsapp pour dénoncer les

bavures policières. La vieille Sadio Sissoko, en Commune I a été victime d'une bavure policière dans sa maison. Les policiers ont jeté des gaz lacrymogènes dans la famille Dabo à côté du Clinique Chouala à Doumazana. Dans la nuit de mardi 5 au mercredi 6 toutes les communes du district de Bamako étaient sous le feu. Après le poste de police de Sabalibougou, les manifestants ont brûlé celui du marché de Sébénicoro.

Lire en encadré un Compte rendu de la situation

■ **Moctar SOW**

SITUATIONS DES BARRICADES ET MARCHES À BAMAKO CE SOIR 05 MAI

Pont Richard à l'hôpital du Luxembourg tout est barricadé et en feu y compris le sans-fil de quinzambougou vers le dépôt de carburant

Suite: bacodjicoroni marché; Djelibougou tournant Montana, fadjiguila Nafadji et le dépôt ONAP de la cité du Niger, palais de la Culture à Badalabougou et tournant BANCONI pareil des barricades érigés et des pneus brûlés. À suivre

Marche Magnambougou; Palais des Sports; Badalabougou ex 4ème Arrondissement; Lafiabougou vers le rond-point Chaba, devant l'agence de L'EDM, rondpoint Djembé, rondpoint d'hamdallaye, Badialan vers la mosquée Kalapo... beaucoup de manifestants avec des barricades érigés et des pneus brûlés...À suivre

Nouveaux foyers: rond-point cinéma Babemba; rond-point bacodjicoroni kalaban



koro; Mairie hamdallaye: marché Magnambougou; marché kalaban coura; halles de Bamako...

Sous l'échangeur de Badalabougou vers la

pharmacie du 2èm pont Échangeur à la montée du pont Fahd en quittant l'Ac2000

Feux de Gaarantibougou aussi

Nous vous transmettons à titre d'information le Point de situation événements de la nuit du 04 au 05 mai: Bamako, Kayes, Sikasso et Kati ont été en proie à des opérations de "harcèlements" des forces de l'ordre de la part de manifestants, souvent jeunes, qui dénoncent les résultats des élections, le couvre-feu et demandent la démission de Manassa Dianoko Président de la Cour Constitutionnelle.

Chronologie :

04 mai dès 21h00 : affrontement avec la Police, Tour d'Afrique, Banconi Kenebani et secteur Est Hippodrome (Commune 2)

22H00: Construction de barricade sur la route devant le Lycée Prosper Kamara (Commune I)

23h00 -00h00 : tirs à balles réelles à Ntomicrobougou (Commune III) Camps de Gardes. Les manifestants tentaient de re-

joindre le Boulevard de l'Indépendance venant de Hamdallaye. Pas de blessés.

00h00 : pneus en feu et lacrymogène devant le lycée Fily Dabo

05 mai dès 06h00 barrages sur toutes les voies d'accès à Sikoroni.

Une bonne partie de la nuit du 04 au 05 de 21h00 à 01h00: jeu du chat et de la souris entre Jeunes et Police en commune I, Bancono, Sikoroni

Commune III (Lycée P. Kamara, camp des Gardes) Commune VI, (environs Tour D'Afrique). Le Commissariat du 11e Arr. en Commune 6 n'a pas été incendié. Ce matin RAS partout sauf quelques barrages à SIKORONI

De plus

Un appel à manifester ce soir a été lancé ce matin par les groupes "mécontents" organisateurs des manif sur les réseaux sociaux : "RDV ce soir à 23h00 à Sebiniokoro. Kati sera en tête avec les Communes 1, 2, 3, 4, 5 et 6. Toutes les couches victimes de l'injustice du régime IBK. L'heure est arrivée les maliens. Trop c'est trop !".

Appel à prendre au sérieux.



Malick Konate



Le #Covid19 ne passe pas par moi. Je m'engage à respecter les mesures barrières pour me protéger et protéger mes proches.

N'ayons pas honte ou peur de nous déclarer pour une quelconque raison, plus nous déclarons à temps plus nous sauverons des vies. Mieux vaut prévenir que guérir.

Ensemble, brisons la chaîne de contamination en respectant ces gestes barrières.

#FuturPR #MAK #StopCoronavirus #Mali

A toutes celles et tous ceux qui sont dépassés par les épreuves. A toutes celles et tous ceux qui sont dépassés par les soucis. A toutes celles et tous ceux qui sont dépassés par le stress. Pour toutes celles et tous ceux qui se sentent impuissants devant cet « accumule » d'épreuves et se sentent même que les gens autour d'eux sont vulnérables. Je veux qu'en ce moment là, la personne comprenne que lorsque toutes les portes sont fermées, il restera toujours une porte qui restera ouverte au dessus de toi. Qui ne restera d'autre que, la porte divine et place ta confiance en le vivant qui ne meurt jamais. C'est comme si Dieu veut, quand tu ressens d'énormes preuves, tu te souviendras, que quand personne ne pourrait rien pour toi et quand les gens t'abandonneront bon gré ou malgré... et bien il y'a Allah lui unique qui ne t'abandonnera jamais, si toi, tu n'as pas abandonné ce que Dieu veut de toi.

Une pensée à vous.

#FuturPR #MAK

« Une, deux ou trois semaines chez toi sans sortir ou se balader, c'est comme en prison. Je considère le confinement comme une prison forcée. C'est pourquoi nous devons vraiment respecter les mesures barrières pour éradiquer ce fléau hors de nos frontières. » Malick Konaté, journaliste-reporter à l'AFP

Sur invitation du ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions et porte-parole du gouvernement, M. Yaya Sangaré, j'ai pris part à la rencontre d'échange entre régulateurs du secteur de la presse et journalistes de la presse écrite et audiovisuelle sur la régulation de la presse en période électorale.

Les échanges ont porté sur le rôle et la responsabilité des médias sociaux, et le code d'éthique et de déontologie des journalistes en période électorale.

J'ai pris la parole au nom de l'Association des blogueurs du Mali (#ABM) pour exprimer nos préoccupations et évoquer des actions entreprises par les blogueurs maliens pendant cette période électorale. Les blogueurs mettront l'accent sur :

- la sensibilisation sur l'importance du vote;
- la diffusion des informations utiles pouvant aider les électeurs;
- et la diffusion des messages d'apaisement.

Crédit photo : Alf Sidibe

Honorable Hadi Niangadou Homme Politique Malien



ASSEMBLEE NATIONALE: 6è législature

Ce Mercredi 06 Mai 2020, je viens de faire mon enregistrement pour la sixième législature avec les homologues députés élus en commune II du district de Bamako, en l'occurrence honoraire le Assitan Diallo et Honorable Karim Keita



Moussa Yoro Diallo



Urgent : bientôt le dossier de l'engrais frelatés au pôle économique de Bamako. Des têtes vont tomber d'ici peu.

Urgent : bientôt l'affaire des bulletins de vote, arrachés, volés en Commune V. Des têtes vont tomber Inchallah !

Touré Abdoul Karim



Que nos spécialistes qui se sont donnés le droit d'être les prophètes du plan de riposte contre covid19 au Mali, nous éclairent concernant les raisons qui ont fait que L'Afrique, continent poubelle, laboratoire de toutes les expériences dramatiques, demeure toujours épargnée contre le covid19 en comparaison des marées de morts d'ailleurs ?

J'ai parcouru un grand nombre d'articles sur le sujet en Afrique. J'ai retenu que toutes les raisons qu'ils ont avancé ne tiennent pas

compte de la réalité du covid19 dans nos pays.

Le fond de la théorie avancée est basée sur l'absence des structures sanitaires qui répondent aux normes et le défaut de planification stratégique pour les tests de masses (manque d'équipements de tests suffisants). Cela sous-entend que les africains sont plus contaminés que les autres.

Mais c'est un argument irrecevable, puisque le temps de contamination et l'apparition des symptômes ne requièrent pas un ou deux mois.

Après tout ce qui a été déversée sur les réseaux sociaux par nos spécialistes de propagande au nom du plan de riposte covid19 Mali, et les pronostics exagérés dignes des techniciens de la torture psychologique et la peur généralisée, nous sommes très loin de toutes les estimations.

S'ils se glorifient d'avoir réussi, ils ne peuvent pas dire que c'est à cause des mesures barrières et toutes les autres précautions machinales rédigées comme pour être présentées à des automates qui doivent avaler les recettes à la lettre.

Même le jargon (plan de riposte contre le covid19) est une imbécillité qui a permis de réunir des voyous bien habillés pour réfléchir par quel moyen englotir des millions à l'occasion.

Ils ont saisi l'occasion du covid19 pour accélérer tous leurs plans tapis dans l'ombre. Mais le malheur n'est jamais loin. Ce sont des petites causes qui engendrent des grands soulèvements.

Un plan de riposte qui est défini par des hommes politiques dans une situation de crise sanitaire, là où des agents de santé qualifiés pour sa mise en oeuvre sont.

Ils sélectionnent quelques médecins spécialistes bon marché, qui sont attachés au dit ministère et ces spécialistes servent de conseils au lieu d'être au milieu de la situation.

C'est une question d'argent. Chacun prend son sous et fait ce qu'on lui demande.

Qui doit confier son espoir à un tel spécialiste ?

Touré Abdoul Karim



RFI Afrique



Et si le vaccin BCG contre la tuberculose pouvait être utile contre le coronavirus ? Cette hypothèse, qui a émergé il y a quelques semaines, intéresse des scientifiques du monde entier. Un essai clinique vient de démarrer en Afrique du Sud.

Ammy Baba Cisse



Ce Master a conquis son Master et reste un Master du champ socioculturel du Mali et de l'Afrique. Galedou Soumy est une étoile que le hululement des hiboux ne peut ébranler



Les gens pensaient que l'affaire des 900 millions était une blague. La catastrophe avait dit elle-même avoir dépensé ces sous.

S'il y avait de la dignité et de la moralité à la tête d'EDM, certains seraient partis de leur poste.

Pensée sincère et particulière au Président Soumaila Cissé enlevé un Mercredi 25 Mars.

Dieu tranche toujours entre le vrai et le faux, le mal et le bien. Les 9 sages et leurs millions.

Les agents arrêtés vers Kanadjiguila disposaient d'ordre de mission pour administrer des vaccins aux enfants

Coronavirus : la Russie encaisse un nouveau record avec plus de 10 600 cas en 24h, l'Italie respire - Sud Ouest.fr

Il y a des candidats qui ont été félicités par leurs adversaires. Il y en a qui ont été plus ou moins élus.

La démocratie malienne est malmenée. Si les manifestations sont gigantesques, internet sera interrompu.

Manassa a fait détourner les forces de sécurité de leurs efforts initiaux. Bamako, Kayes ou Nioro connaissent le feu.

Hamidou Doumbia demande à IBK de sonner la récréation de l'injustice et de ceux qui ont volé les voix des jeunes.

Une mention spéciale, à l'occasion de la journée de la presse, à tous les brillants avocats qui défendent la liberté d'expression et le droit à l'information. La presse est un support avec toutes sortes de risques. Merci aux avocats qui donnent leur temps et leur énergie gratuitement aux hommes de médias.



Abdoulaye Diakite

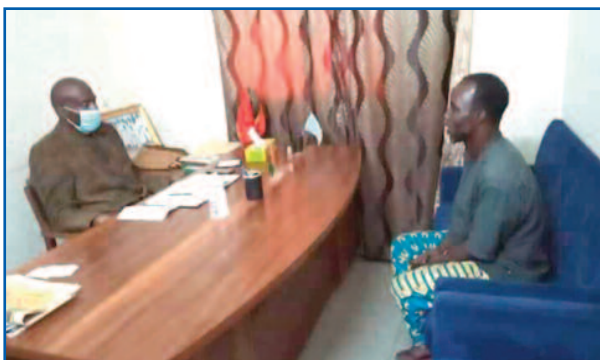
Début des audiences accordées aux populations par les députés de la commune IV ce mercredi 6 mai.

Moussa MARA a ouvert le bal et a reçu entre 13h et 15h une dizaine de citoyens

Assane Sidibe suivra le vendredi 8 mai entre 14h et 17h.

La permanence des députés est située au siège du parti en commune 4 sis à ACI 2000

Pour tout renseignement adressez vous à Mr baba Diarra 65 85 28 26.



Hamady Traore



ALERTE INFO: Les parties prenantes au Comité de suivi de l'accord de paix (CSA) au Mali, ont tenu mardi une nouvelle session d'évaluation, par visioconférence.

ALERTE INFO: Après le départ à Kidal en février 2020 des 2 premières compagnies de l'armée malienne reconstituée, la 3e compagnie a pris la route, mardi 5 mai.

ALERTE INFO: Partie de la base du Mécanisme opérationnel de coordination (MOC), à Gao, ce nouveau déploiement s'inscrit dans le cadre de l'accord de paix (Gvt).

ALERTE INFO: Du 1er avril au 6 mai, le solde du compte Fonds spécial Covid-19 Mali, affiche la somme de 3 milliards 628 millions 972 mille 972 FCFA (Primature).

ALERTE INFO: 19 nouveaux cas de Coronavirus ont été détectés mercredi au Mali, 33 nouvelles guérisons, et aucun décès, a indiqué le ministère de la Santé.

ALERTE INFO: Au 6 mai le Mali totalise 631 personnes atteintes du Covid-19, 261 guéris, 32 décès, soit 338 patients sous traitement et 2.016 cas contacts suivis.

ALERTE INFO: La direction d'Orange Mali a offert un lot de matériels de lutte contre le Covid-19, au ministre malien de la santé Michel Sidibé (Gouvernement).

ALERTE INFO: D'une valeur de 377,934 millions FCFA, ce don est composé de 30.000 gants, 30.000 gels, 56.000 masques, 2.000 blouses, des lunettes et thermomètres.

ALERTE INFO: L'armée malienne a indiqué avoir repoussé mardi, une attaque des Groupes armés terroristes (GAT) à Goundam, à la sortie vers Tombouctou (Note).

ALERTE INFO: "Un FAMA a été blessé dans les échanges de tirs", a fait savoir l'état-major, ajoutant que l'armée a récupéré une moto et un pistolet mitrailleur.

PINAL



Koulouba, le 06 mai 2020. COMMUNIQUE

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, S.E.M. Tiébilé Dramé s'est entretenu, mardi 05 mai 2020, avec son homologue burkinabè S.E.M. Alpha Barry.

Les échanges ont porté sur la situation des 6514 réfugiés maliens vivant dans le camp de Mentao (Djibo), Nord du Burkina Faso. Trente-deux blessés reçoivent des soins appropriés à l'hôpital de Djibo.

Rappelant les relations séculaires de fraternité et d'amitié qui unissent les deux pays, les deux ministres ont évoqué les mesures prises par le Gouvernement Burkinabè pour rassurer les réfugiés maliens et ramener le calme et la sécurité dans le camp de Mentao.

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali a remercié son homologue pour l'hospitalité que le Burkina

Faso accorde aux réfugiés maliens depuis le début de la crise.
Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

RFI Afrique

Le procès en appel de 4 journalistes d'Iwacu, un des derniers médias indépendants au Burundi, s'est déroulé ce mercredi en présence des accusés. Leurs avocats demandent l'acquittement, l'affaire a été placée en délibéré.



Awa Sylla

RPM vous êtes des ingrats TRETÀ ne mérite pas ça. Mais ça ne me regarde pas deh. Libérez mon papa Soumaila Cissé rek.



Ambassade des Etats-Unis au Mali

Le Centre Américain de Bamako organise une session virtuelle sur le liberté de la presse le jeudi 07 mai 2020 à 14h00. Cette session qui se fera en Français, rentre dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse célébrée le 03 mai chaque année. Nous aurons 03 journalistes et blogueur expérimentés comme panelistes qui répondront également à toutes vos questions sur la presse au Mali. Ils sont: Ramata Diaouré, Secrétaire de Rédaction des hebdomadaires Journal du Mali et Journal d'Abidjan, formatrice Genre et médias, consultante, et Présidente du Conseil d'éthique et de déontologie des pairs (CEDEP) de la Maison de la Presse du Mali; Boukary Daou est Directeur de publication du journal Le Republicain depuis 2012, président du Réseau Média et droits de l'homme depuis 2015; et Abdoulaye Guindo, journaliste-blogueur, président de la communauté des blogueurs du Mali (Doniblog) et aussi coordinateur de la plateforme web Benbere. Pour rejoindre la session virtuelle, vous devez télécharger et installer l'application de vidéo conférence « Zoom » sur votre téléphone ou ordinateur et ensuite cliquer sur ce lien <https://us04web.zoom.us/j/72023750421> le jour et l'heure de la session. A bientôt.
#USAMali #PressFreedomDay #May3



M. Nouhoum Togo - Officiel

30 Députés nommés par Manassa, répartis ainsi:

- Rpm: 10
- Adema : 5
- Urd : 4
- Codem: 3
- Cds: 2
- Apr : 1
- Ps : 1
- MQB : 4

#Bagadadji_2020 source kassim Traoré



Brehima Diakite

URGENT ! Le président Malgache Andry Rajoelina déclare que L'OMS m'a proposé 20.000.000 \$ pour mettre un peu de toxique dans notre remède contre coronavirus et les européens ont pirates notre Remède...
Andry Rajoelina: peuples soyez vigilant l'organisation mondiale de la santé que nous avons adhéré en pensant qu'elle nous aidera or qu'elle est là pour tuer les africains, mon pays Madagascar a trouvé un remède contre coronavirus mais les européens m'ont proposés 20.000.000\$ pour mettre des toxiques dans ce remède pour tuer mes amis africains qui s'en serviraient de ça, je demande à tous les africains de ne pas utiliser leur vaccin contre coronavirus, parce que c'est tuant, venez à Madagascar vous qui êtes malade mon pays est prêt à vous recevoir avec enthousiasme, notre remède est en couleur jaune, n'achetez pas celui de la couleur verte, celui de la couleur verte vient de l'Europe, les européens ont piraté notre remède ils ont mit des des poisons pour tuer seulement les africains comme ils voulaient avec les vaccins que nous avons protester, s'il vous plaît partager ce message parce que c'est urgent, ils ont piraté notre médicament, je veux que tout les africains le sachent, prière de ne pas garder ce message avec soi, partage.



Violences contre les réfugiés maliens au Burkina-Faso : Une trentaine de blessés dont plusieurs avec fractures



C'est le samedi 2 mai dernier que des militaires burkinabé ont effectué une descente musclée dans le camp des réfugiés maliens de Mentao. Le HCR a déploré cette attitude ayant provoqué la blessure d'une trentaine de réfugiés dont certains gravement. Selon nos sources, à cause de cette situation, ce camp, qui abrite environ 6500 réfugiés maliens, commence à se vider.

A en croire les témoignages recueillis par le HCR et confirmés par d'autres sources, les militaires burkinabé ont fait irruption dans ce camp à la recherche de terroristes soupçonnés d'être impliqués dans l'attaque perpétrée contre une unité de la gendarmerie un peu plutôt dans la même journée, non loin du site de Mentao. Rappelons que le bilan de cette attaque faisait état d'un militaire burkinabé tué et un autre porté disparu.

Sans chercher à recouper les informations dont ils disposaient, les soldats burkinabé ont fait une descente dans ce camp de réfugiés effectuant des perquisitions musclées de maison en maison. Toujours selon le HCR, ce sont les hommes et les garçons qui étaient surtout recherchés. Après les avoir rassemblés, ces derniers ont été « frappés avec des bâtons, des ceintures et des cordes », d'après cette agence onusienne. Laquelle renchérit également qu'un ultimatum de soixante-douze heures a été donné aux réfugiés afin de quitter les lieux au risque d'y perdre la vie.

Pour le directeur du HCR pour le Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Milicent Mutuli « les actions des forces de sécurité qui nous sont signalées sont totalement inacceptables ». Avant d'ajouter que « les réfugiés vivant dans le camp de Mentao devraient être protégés ». Notons aussi que le HCR a demandé l'ouverture d'une enquête urgente sur l'incident dans une lettre adressée au ministre burkinabé des Affaires étrangères.

Il convient de signaler que les réfugiés blessés sont actuellement soignés au centre de santé de Djibo, dont quatre ont des membres fracturés. Ainsi, il a été demandé au gouvernement burkinabé d'autoriser le déplacement des réfugiés du camp vers un endroit plus sûr. Ce qui n'est pas gagné puisque certains réfugiés ont rapporté qu'il leur est difficile de se déplacer librement. Cette situation intervient à moins d'un mois du départ d'une vague de près de 9000 réfugiés maliens vivant dans le camp de Goudebou toujours au Burkina Faso vers d'autres lieux. C'était

Sikasso : La tension persiste



Le chef de l'exécutif régional de Sikasso, Boubacar Bagayoko, entouré de ses proches collaborateurs, a rencontré hier les représentants des associations, des leaders religieux, de la notabilité, des Forces armées et de sécurité autour de la situation explosive dans la Capitale du Kéné Dougou suite à la proclamation des résultats définitifs des élections législatives par la Cour constitutionnelle, le 30 avril dernier.

Rappelons que les résultats provisoires donnaient vainqueur la liste Adema/Asma-CFP/ADP-Maliba et CFD contre l'alliance RPM-Codem-URD. Mais l'arbitrage de la Cour constitutionnelle a été favorable à l'alliance RPM-Codem-URD.

Mécontents de ces résultats, les militants des perdants ont entrepris de perturber la circulation en brûlant des pneus sur les chaussées, les carrefours importants de la ville. Certains citoyens se plaignent d'avoir été violentés par les manifestants.

Face aux nombreuses versions données par les uns et les autres sur les raisons des sanctions de l'élimination de la liste Adema et alliés, la population ne sait plus à quel saint se vouer.

Mais, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase est le blocage de la route partant vers Bamako. Plus d'entrée et de sortie sur la RN 7 depuis quelques jours. Pour les responsables de la police, les manifestants sont en train d'enfreindre à la loi instituant le couvre-feu, l'état d'urgence et l'interdiction de rassembler plus de 50 personnes sur des lieux publics. La police a essayé de leur faire entendre raison, sans succès.

Le gouverneur de région a donc invité la société civile à s'investir afin de conjuguer les efforts pour ramener le calme dans la cité et surtout libérer les voies d'accès à la ville. Une commission de notables a été mise en place à cet effet. À l'issue de la rencontre et conformément aux recommandations, le gouverneur et quelques responsables de la société civile rencontreront rapidement, les leaders de l'alliance Adema en vue de trouver une solution de sortie de crise.

■ Fousseyni DIABATÉ

au lendemain d'une attaque survenue non loin de ce camp de Goudebou forçant plus de 4100 réfugiés maliens à rentrer au bercail et le reste s'est dispersé dans d'autres secteurs plus sécurisés.

Aujourd'hui, le camp de Goudebou est presque vide et il n'est pas exclu que celui de Mentao le soit également dans les jours à venir.

■ Massiré DIOP

Canicule et Couvre-Feu : Les populations entre le marteau et l'enclume



Avec la pandémie du Coronavirus, le gouvernement a décrété un couvre-feu. Cependant, les populations semblent incapables de gérer chaleur intense, coupures intempestives d'électricité et confinement ! La chaleur est intense le jour. La nuit, les délestages se suivent. Pour tuer le temps, les populations restaient dehors devant chez elles, restaient dans des causeries interminables. Le couvre-feu qui contraint à rester à l'intérieur des maisons n'est pas fait pour arranger les choses. "Pendant la canicule, je restais avec mes amis devant ma maison pour prendre de l'air et du thé, mais il y a deux semaines de cela, les policiers sont venus nous disperser en emportant nos chaises, et nos matériels de thé", a témoigné un jeune du quartier de Lafiabougou. Ce qui fait qu'aujourd'hui, toutes les portes sont fermées à partir de 21h. Une occasion pour ceux qui ont une maison à étage de monter en haut de leur terrasse pour profiter de l'air frais. Ceux qui ont une maison en tôle se contentent de la cour de leur maison. Par ailleurs, la température caniculaire accentue évidemment la pression sur l'eau. Les femmes auxquelles la corvée d'eau revient sont obligées de se lever très tôt le matin à 5h du matin, heure de levée du couvre-feu.

Migrants : 264 Maliens bloqués au Niger

Ils sont au nombre de 264 Maliens à solliciter l'aide du gouvernement pour rentrer au bercaïl. Bloqués au Niger depuis 1 mois et 20 jours, Ousmane Dicko et ses compatriotes ne demandent que de pouvoir rentrer au pays. "Nous souffrons ici, nous voulons juste rentrer au bercaïl pas autre chose", lance-t-il. Ces Maliens se trouvent dans une ville d'Agades. Ils ont été refoulés de l'Algérie. Approché par nos soins, Ousmane Dicko, natif du cercle de Niono, région de Ségou, déplore les conditions dans lesquelles lui et ses frères vivent au Niger. "Nous sommes au bout de nos forces et aussi les Nigériens ne font que nous tourner en rond", dit-il. "On est là et on ne travaille pas, nous lançons un appel au gouvernement de nous venir en aide", a-t-il conclu.

■ Ibrahima Ndiaye

Assemblée Nationale : Après avoir reçu leurs écharpes et macarons, la rentrée parlementaire convoquée pour le 11 mai



Les honorables parlementaires de la 6ème législature sont invités le 11 Mai prochain pour leur session inaugurale. Les députés sont invités à mettre en place le bureau de l'Assemblée Nationale, en plus des différentes commissions de travail. En attendant, les députés étaient conviés hier mardi, 5 mai 2020, à l'Assemblée nationale pour s'enregistrer. En dehors de l'honorable Soumaila Cissé en captivité au nord du Mali, tous les députés ont reçu leurs macarons, écharpes et autres documents de travail.

L'Assemblée Nationale en session extraordinaire pour le 11 mai prochain

Les députés sont invités pour l'élection du président de l'Assemblée Nationale ; l'examen du règlement intérieur de l'Assemblée Nationale ; l'élection des membres du bureau de l'Assemblée Nationale ; la constitution des groupes et des commissions parlementaires. Les nouveaux députés vont également procéder au cours de cette session à l'examen des projets de loi portant ratification d'ordonnance autorisant la ratification de l'accord de financement, signé à Bamako, le 14 avril 2020 entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA), concernant le projet d'intervention d'urgence COVID-19 au Mali d'une part ; portant ratification de l'ordonnance portant modification de la loi no 01-021 du 30 mai 2001 qui régit la profession vétérinaire d'autre part. Malgré tout, la question de représentative de l'Assemblée Nationale occupe encore les débats suite aux nombreux actes de révolte contre les résultats de la Cour constitutionnelle.



Lutte contre le terrorisme au Sahel : La France perd deux soldats en quatre jours



La France vient de perdre un autre soldat au Mali. Un légionnaire français a été "tué au combat" lundi au cours d'une opération de lutte contre les groupes armés djihadistes dans le nord du Mali, affirme la présidence française. Il y a quatre jours, un autre soldat de l'opération Barkhane est décédé des suites des blessures lors d'une explosion. Le soldat appartenait au 1er régiment étranger de cavalerie de Carpiagne (Bouches-du-Rhône). Son décès porte à 43 le nombre de militaires français tués au Sahel depuis le début de l'intervention française en 2013, selon un comptage effectué à partir de chiffres publiés par l'état-major. Il était engagé « dans une action de harcèlement zonal et de ratissage contre les groupes armés terroristes », selon un communiqué de l'état-major des armées. « Prise à partie à courte distance, l'unité de tête a riposté et a mis hors de combat deux djihadistes. Au cours de cette action de feu, le soldat de 1ère classe Kévin Clément, embarqué à bord d'un véhicule blindé léger, a été grièvement blessé par un tir ennemi », a-t-il précisé. Touché à la tête, « il a été évacué par hélicoptère vers l'antenne chirurgicale de Gao, où son décès a été constaté ». L'état-major a précisé que l'intervention d'un drone Reaper avait ensuite « permis de constater que le sous groupement tactique avait été engagé dans un combat de rencontre avec des éléments terroristes isolés ». Kévin Clément, âgé de 21 ans, était au Mali depuis février. Il était célibataire et sans enfant.

Logements sociaux de N'Tabacoro et de Kati Sikoro : Enfin !



Presqu'un an que les 3 743 logements sociaux de N'Tabacoro et de Kati Sikoro ont été attribués. Face aux grincements de dents liés aux questions d'eau et d'électricité, l'Office malien de l'habitat (OMH) promet la fin du calvaire pour bientôt.

En mai 2019, les 3 743 logements sociaux réalisés à N'Tabacoro et Kati Sikoro ont été attribués. Parmi les nouveaux bénéficiaires, certains ont eu la chance de se brancher à l'eau et vivent aujourd'hui dans leurs nouvelles habitations. Les fils électriques sont transportés jusqu'aux maisons. Les fils aussi vont jusqu'au site. Toutefois, l'un des transformateurs qui doit conduire le courant électrique se serait grillé. Les travaux sont finis à 90 %.

Approché par nos soins, l'ingénieur en chef impute l'absence du courant à la panne survenue au transformateur qui doit être réparé par l'entreprise en charge de ce volet. Aux dires de l'ingénieur, "tout va rentrer dans l'ordre dans quelques jours grâce à l'implication du DG de l'OMH". L'adduction d'eau, selon l'ingénieur, entre dans le cadre de ce qu'il appelle les travaux "hors site" qui concernent globalement la sortie des voies, la construction des grands collecteurs, l'électricité et l'eau. Ce volet doit être financé par l'Etat. Les grands collecteurs et les différents ponts préfinancés par l'entreprise adjudicataire sont déjà terminés. Une partie de l'adduction d'eau est aussi finie et réceptionnée. Des occupants ont été branchés.

Tout le problème dans les branchements à l'électricité est dû à la panne de transfo qui est en passe d'être réglée. Selon l'ingénieur en chef de l'OMH, un millier de compteurs ont été distribués à ce jour.

L'ingénieur en chef promet que dans un bref délai, au moins 90 % du site aura de l'électricité. En tout état de cause, l'Etat à travers le ministère de l'Economie et des Finances, est fortement engagé à soulager les bénéficiaires des logements sociaux de N'Tabacoro et de Kati Sikoro. Tout devrait être débloqué à ce jour n'eût été le Covid-19.

■ **Abdrahamane Dicko**

**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Mali : Lancement de la campagne des jeunes contre le Covid-19 à travers le pays



Le partenariat salubre de l'UNICEF et du ministère de la Jeunesse et des Sports – C'est à la faveur d'une cérémonie, respectueuse des mesures barrières contre le Covid-19, tenue mardi dans la matinée dans la salle de réunion du ministère de la Jeunesse et des Sports, que le lancement de la campagne des jeunes contre le Covid-19 a été effectué.

C'était sous la présidence du ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Arouna Modibo Touré, en présence de la représentante de l'UNICEF au Mali, Mme Lucia Elmi, et du président du CNJ (Conseil National de la Jeunesse), Ahmadou Diallo, ainsi que de nombreux représentants des associations de jeunesse.

Utiliser l'expertise et le savoir-faire des associations d'adolescents et de jeunes dans le cadre de la réponse au COVID-19 pour promouvoir les bonnes pratiques de prévention et de protection contre le coronavirus en communauté, tel est d'un trait l'objectif de cette initiative, financée par l'UNICEF à hauteur de Cent Quarante Deux Millions Trois Cent Trente Cinq Mille Trois Cent Quatre-Vingt-Trois Mille Francs CFA (142 335 383 F CFA).

Une initiative centrée sur l'engagement d'une dizaine d'associations de jeunesse sous l'égide du CNJ. Elles sont: le Conseil National de la

Jeunesse (CNJ), la Fédération des Associations et Clubs UNESCO du Mali (FEMACU), l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active pour la Démocratie et le Développement (AJCAD), la Croix-Rouge Malienne, l'Association des Jeunes Enfants Travailleurs du Mali (AEJT), l'Union des Jeunes Musulmans du Mali (UJMMA), les Scouts du Mali, l'Association des Pionniers du Mali (APM), un groupe de compositeurs de chansons sur le COVID-19 et un groupe de dessinateurs graphistes.

Ces associations déploieront dans 195 communes du pays et 37 cercles, 399 Jeunes acteurs de sensibilisation, supervisés par 39 Superviseurs de terrain. Soit au total 438 jeunes acteurs communautaires pour mener d'intenses activités de sensibilisation et de communication.

De ces activités, il est prévu des messages de renforcement de capacités, de la sensibilisation ambulatoire avec des mégaphones, de la sensibilisation porte à porte dans les maisons pour l'adoption des gestes barrières et des causeries éducatives dans les grins pour susciter l'adoption des gestes barrières.

Ce n'est pas tout, car dans le paquet d'activités qui seront coordonnées par le ministère de la Jeunesse et des Sports, il est prévu la sensibilisation dans les lieux de culte (églises et mosquées), ainsi que dans les marchés et

gares routières.

D'autres composantes de ces activités toucheront des enfants talibés et des mendiants dans l'adoption des gestes barrières et la mise en place des brigades de jeunes Anti-COVID-19 autour des marchés publics et des gares routières.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports dans son intervention, a prodigué des conseils utiles aux jeunes qui seront bientôt sur le terrain à travers toutes les régions du pays. Les propos du ministre Touré ont porté sur trois facteurs essentiels : l'utilisation efficace des ressources, le courage d'affronter les difficultés sur le terrain et la portée du message à diffuser auprès des populations sur la dangerosité de cette pandémie.

Auparavant, la représentante de l'UNICEF au Mali avait expliqué le bienfondé du choix porté sur le ministère de la Jeunesse et des Sports pour mener cette initiative à travers les associations de jeunesse qui ont des démembrements dans toutes les 195 communes ciblées. La remise symbolique d'un mégaphone, des kits d'hygiène par le ministre Arouna Modibo Touré au président du CNJ et à chacun des représentants des associations bénéficiaires a consacré la clôture de cette cérémonie.

■ CCOM/MJS



Gestion du coronavirus : Le Président CSDM Lance un cri de cœur pour le rapatriement des compatriotes bloqués à l'extérieur

Le président du Conseil Supérieur de la Diaspora malienne, Mohamed Chérif Haidara, a animé un point de presse dans ses locaux, le mardi 5 mai 2020. Il s'agissait pour lui, d'informer l'opinion nationale et internationale sur la situation difficile que vit la diaspora malienne. Ils sont bloqués dans les pays d'accueil à cause de la maladie à coronavirus.

Le jeu en valait la chandelle car plusieurs Maliens sont bloqués dans plusieurs pays et souhaiteraient regagner les leurs. Mais malheureusement aucune disposition concrète n'est prise pour faciliter ce retour. Le président de la plus grande faitière des Maliens de la diaspora est monté au créneau pour dénoncer la situation peu reluisante de nos compatriotes qui vivent hors du pays. A l'entame de ses propos, Mohamed Chérif Haidara a remercié tous ceux qui sont enregistrés. Aussi, il dira que les listes sont données quotidiennement au ministre de Maliens de l'Extérieur M. Amadou Koïta. La commission qui a été créée par le Premier ministre a fait un très bon travail et le ministère de tutelle en a fait un cheval de bataille. Le ministre des

Maliens de l'Extérieur n'a rien d'autres que les Maliens de l'extérieur, c'est un ministère auquel on exige beaucoup de chose et auquel on donne aucun moyen, quand on ne vous donne pas de moyen, on ne peut pas vous exiger de résultats probants. Selon lui, c'est ce gouvernement qui doit bénéficier d'un budget conséquent pour créer un cadre propice pour l'épanouissement des Maliens de l'extérieur. Mais sans les moyens en travaillant étroitement avec les organisations, il est arrivé à avoir l'attention du gouvernement pour s'occuper de ses compatriotes et partager leurs préoccupations.

Il a fait une communication, il a obtenu du président de la république qui a dit que la diaspora malienne est une priorité pour lui. Il l'a

inscrit aux points 5 de son projet de société. « Nous lui remercions d'avoir montré effective sa volonté d'aider les Maliens de la diaspora. Il a ordonné toute affaire cessante pour s'occuper de nos compatriotes là où ils se trouvent. Par la même veine, il a instruit au premier ministre sur la demande de la communication qui est faite par notre ministre à notre nom. Et les 6 milliards que le ministre avait demandé ont été accordés. Et nous avons demandé plus parce que vous voulons 20 milliards. Quand on rapporte plus de 75% du PIB, quand c'est nous la diaspora qui maintenons le Mali debout, quand 1/3 vit en dehors du Mali, quand un pays comme le Sénégal met 12 milliards 500 millions à

la disposition de sa diaspora. Ils ont commencé déjà à recevoir l'argent. Pour lui, le Mali devrait faire beaucoup plus que le Sénégal. C'est vrai le Sénégal peut emprunter de l'argent dans les marchés internationaux. Ils ont du gaz et du pétrole », a-t-il souligné.

Toujours dans le développement de sa thèse, il confirme que les Maliens de la diaspora constituent un eldorado pour le Mali. « L'eldorado malien est sa diaspora parce que, ce que nous apportons est beaucoup plus que tout ce que le Mali obtient de nos partenaires au développement. On ne peut pas concevoir qu'on nous attribue 6 milliards. C'est vrai c'est de l'argent mais c'est très peu par rapport aux besoins. Ce que je voulais vous dire au nom de notre ministre des Maliens de l'extérieur et au nom du gouvernement de Boubou Cissé qui a fait un travail remarquable. Le premier ministre se bat beaucoup et il a une obligation de réserve. Etre PM et être l'argentier de l'Etat ce n'est pas facile à cumuler. Il y a beaucoup de choses que les gens ignorent mais je vous dis qu'il fait

beaucoup de choses pour soulager toutes les revendications. En ce qui nous concerne, ce sont nos compatriotes qui sont bloqués à l'extérieur. Vous avez ceux qui sont au Ghana, ils souffrent énormément. En Côte d'Ivoire il y a une dizaine de jours certains ont demandé de revenir avec un laissez-passer. Vous savez la fermeture des frontières ne dépend pas des Maliens de l'extérieur. L'ouverture ne dépend pas non plus du ministre des Maliens de l'extérieur. C'est le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Sécurité qui peuvent pistonner pour renverser la tendance », a-t-il précisé.

Aussi, il a ajouté que les gens sont désespérés de voir résoudre cette situation qui coupe le sommeil à des milliers de familles maliennes. « Nous avons nos compatriotes qui sont au Sénégal. Je remercie de passage l'association des Maliens du Sénégal, son Président est en train de faire un travail de fourmi pour soulager nos compatriotes. Ils attendent depuis très longtemps. Nous avons nos compatriotes qui sont au Congo. Nous avons le Président du CSDM

qui est lui bloqué. Nous avons demandé également qu'on envoie un avion de la Mauritanie pour ramener nos frères qui sont bloqués là-bas. Malgré, il n'y a plus de coronavirus dans ce pays frère mais nos compatriotes veulent rentrer au bercail. C'est leur droit de revenir chez eux. Il est important de vous dire qu'ils ne sont oubliés », a-t-il rassuré.

Aux dires du président Mohamed Chérif Haïdara, environ 170 Maliens sont bloqués au Maroc. La plupart d'entre eux sont allés pour recevoir des soins. « Nous avons remercié le gouvernement d'avoir pris la bonne décision de rapatrier certains Maliens qui ont été pris au piège du coronavirus. Mais nous savons que la semaine prochaine, il y a un avion qui viendra des Etats-Unis pour venir prendre des Américains qui sont au Mali. Nous voudrions que les Maliens bloqués à New York viennent au pays par ce vol », a-t-il souhaité pour soulager des milliers de familles en détresse.

■ Ibrahim SANOGO

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

39^e session ordinaire du CSA : Réaffirmation de l'engagement des parties pour la paix



La tenue de la session d'hier mardi dénote de l'attachement des différents signataires à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

Le Comité de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger (CSA) a tenu, hier, par visioconférence, sa 39^e session ordinaire. La réunion qui s'est déroulée au siège de la Minusma a été présidée par l'ambassadeur d'Algérie au Mali et président du CSA, Boualem Chébihi. Aux termes de la rencontre, ce dernier a indiqué que cette réunion dénote de l'engagement et de l'attachement des parties maliennes à la mise en œuvre de l'Accord à travers la réalisation de la paix et la réconciliation. «Je crois que sur ce plan, la tenue en elle-même de la session a été importante notamment dans le contexte actuel de la crise sanitaire que traverse le monde», a souligné le président du CSA.

Parlant des grandes conclusions consensuelles prises lors des travaux, le diplomate algérien dira qu'elles ont concerné surtout les aspects institutionnels et ceux de défense et de sécurité de l'Accord.

Sur les questions institutionnelles, Boualem Chébihi a félicité le Mali pour la tenue des

élections législatives avec la participation de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et de la Plateforme. Le président du CSA s'est ensuite réjoui de la reprise et de l'accélération, sous l'égide du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, de l'opérationnalisation des Régions de Taoudéni et Ménaka et des Cercles d'Almoustrat et d'Achibogho. Concernant les questions de défense et de sécurité, le diplomate algérien a annoncé que l'engagement a été renouvelé pour que le processus de DDR (Démobilitation, Désarmement et Réintégration) soit accéléré. Mais aussi pour que l'autorité de l'État soit réinstallée et rétablie dans toutes les régions, le plus rapidement possible et de manière effective.

Les questions de développement, notamment celle du Fonds de développement durable qui est actuellement au stade d'opérationnalisation, ont également été évoquées au cours de la rencontre.

À ce propos, Boualem Chébihi a affirmé que quelques annonces ont été faites en termes d'alimentation du Fonds et surtout de projets. «Pour le reste, on a évoqué toutes les questions qui sont liées à la représentation et à l'inclusivité plus particulièrement, celle de la

femme. Les parties seront en mesure, d'ici la prochaine session du CSA, d'intégrer des femmes en leur sein», a annoncé le diplomate algérien.

Parlant du Fonds de développement durable prévu dans l'Accord, le ministre de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale, Lassine Bouaré, a indiqué que cette initiative permettra de financer une stratégie de développement spécifique des régions du Nord. «Mais de façon générale, a ajouté le ministre Bouaré, toutes les collectivités territoriales, étant entendu que ces régions sont considérées comme étant dans une situation de retard économique par rapport à la moyenne».

Ce fonds, a-t-il souligné, est maintenant opérationnel, car légalement créé par une loi et doté de ressources propres à travers une certaine fiscalité.

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Boubacar Alpha Bah, les représentants de la Médiation internationale et des Mouvements signataires de l'Accord ont également participé à la réunion.

■ **Bembablin DOUMBIA**

Affaire de faux contrat et d'imitation de signature au ministère de la Défense : Le ministre Dahirou porte plainte, la BCS et la DFM au cœur du scandale ?



Des cadres du ministère de la Défense et des Anciens Combattants en complicité avec des responsables de la Banque commerciale du Sahel (BCS) et l'opérateur économique Cheickna Sylla, frère cadet

du riche commerçant Bakorè Sylla qu'on a pris l'habitude de présenter par le sobriquet « Colonel-Major », sont au cœur d'un scandale retentissant relatif à l'achat du matériel militaire estimé à plus de 700 millions de

FCFA. L'affaire fait aujourd'hui grand bruit dans la grande muette qu'est l'armée. Alerté à son tour par « les bruits de bottes », le ministre Ibrahim Dahirou Dembélé s'est vu contraint d'ester en justice contre les fraudeurs. Fait gravissime, c'est sa signature qui a été imitée et apposée sur la lettre de nantissement adressée au PDG de la BCS. S'agit-il d'un réseau mafieux avec des ramifications inquiétantes ?

L'affaire a pris, aujourd'hui, une tournure inquiétante. Le chef du « gang » vient d'être arrêté, selon nos sources. Les enquêtes se poursuivent pour démasquer les malfaiteurs. Dans les faits, il ressort de nos informations qu'il n'y a eu aucune adjudication relative à un quelconque contrat d'achat des véhicules militaires comme mentionné dans le document adressé à la banque. Pourtant, dans la fausse lettre envoyée au PDG de l'institution bancaire, il ne fait pas de doute, un marché d'achat d'équipements militaires est de mise. Délit, faux en écriture, imitation de signature, escroquerie, les qualificatifs ne manquent pas.

Si leur responsabilité est établie, les personnes incriminées encourent la prison et une amende colossale à déterminer par la justice. Justement, les dernières nouvelles font état de l'arrestation de Cheickna Sylla dit « Colonel », auteur du faux contrat de livraison de véhicules sur la période 2020 et à l'utiliser comme nantissement à la Banque commerciale du Sahel (BCS). Selon la Brigade d'investigation judiciaire (BIJ), la cagnotte totale dépasse les 700 millions de FCFA, et la demande de confirmation du contrat adressée par la banque au ministre n'est jamais arrivée à destination. Un complice ayant intercepté ladite lettre en répondant à la place du locataire de l'hôtel de la Défense, toute chose qui a précipité le paiement de la première tranche. Une première victoire, un premier trophée et la partie continue... La banque envoie une seconde correspondance au chef du département. Le réseau des fraudeurs est lâché par la baraka puisque, cette fois, la lettre atterrit entre les mains du ministre lui-même. Il est interloqué et agacé. Le verrou du complot est sauté, le ministre crie au secours. Le faux et usage de faux a provoqué l'ire du ministre qui n'a pas attendu pour porter plainte contre les coupables.

Depuis la semaine dernière, le portable de Sylla, notre faux « Colonel-Major » ne sonne plus. Il est injoignable, jusqu'à ce qu'on nous

apprenne de son incarcération.

Il faut savoir que les personnes impliquées dans ce scandale se sont montrées particulièrement zélées et audacieuses. Leur mode opératoire laisse présager qu'ils ne sont pas certainement à leur première tentative. Elles ont poussé l'outrecuidance jusqu'à adresser une fausse correspondance au directeur de la banque mentionnant la signature du ministre, en interceptant la demande de la BCS et en répondant à la place de Ibrahima Dahirou Dembélé.

Selon une source proche du gouvernement, le pot-aux-roses a été découvert à la suite d'un appel de la banque pour établir la véracité des faits à travers le DFM qui aurait reçu le coup de fil salvateur téléphonique du Directeur de la structure bancaire avant d'alerter sur la fausseté du dossier. Pour d'autres sources, le DFM n'est pas blanc comme neige dans ce montage grotesque. Faut-il conclure que le

DFM a fait marche arrière à la dernière minute convaincu qu'il s'agit désormais d'un secret de polichinelle ? L'autre question est de savoir comment un opérateur économique peut-il d'une manière unilatérale et délibérée s'attribuer un marché avec une telle cagnotte ?

Face à cette supercherie, le ministre Ibrahima Dahirou Dembélé entend situer les responsabilités. Seule l'enquête permettra de déterminer si l'opérateur Sylla, un « Colonel-Major » en papier a agi en complicité. Selon plusieurs sources, il s'agit d'un vaste réseau de faussaires impliquant aussi bien cadres de banques que responsables du ministère de la Défense. La faute de la banque est d'avoir déboursé l'argent alors que celui qui est mandaté pour acheminer le courrier, en l'occurrence un huissier commis à cet effet, était absent des débats. Autre faille, mais attribuable au ministère de la Défense, c'est l'interception en « vol » de la correspondance de la BCS envoyée

au ministre pour confirmation de la lettre qu'il a envoyée le 18 février 2020. Pire, c'est la mutation du contrôleur financier à Gao qui a créé un vide et profité à cette horde de bandits. Il urge pour le département de la défense de faire un audit sur les prestations antérieures de cet opérateur dont l'attitude réside dans l'irresponsabilité. Il doit savoir qu'en matière civile, la responsabilité pénale est individuelle. Et que sur la foi des dossiers fournis, il n'y a aucune porte d'échappatoire pour lui.

Quant au ministre Ibrahima Dahirou Dembélé, il est déterminé à aller jusqu'au bout pour faire valoir son innocence, et asseoir sa crédibilité aux yeux du président de la République. Sa survie dans le gouvernement en dépend. Nous y reviendrons.

■ Issiaka SIDIBÉ

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Soumaïla Cissé : L'Etat n'en fait pas assez



Il y a 38 jours aujourd'hui que Soumaïla Cissé est aux mains de ses ravisseurs. A la date d'aujourd'hui, personne ni l'Etat encore moins ses proches ne semblent détenir la moindre information sur l'identité des ravisseurs du Chef de file de l'Opposition politique. La moindre preuve de vie de l'otage n'existe pas. Si des personnalités maliennes et africaines ont récemment lancé une alerte, à travers une pétition en faveur de la libération de l'Honorable Soumaïla Cissé, au plan national on en reste aux communiqués émanant de partis politiques, de la société civile, d'organisations de défense des droits de l'Homme et d'activistes des réseaux sociaux. On a l'impression, malgré la mise en place d'une Cellule de crise dirigée par l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufou Maïga, que l'affaire Soumaïla Cissé est en passe d'être banalisée. Certes on ne peut pas trop communiquer en cas de prises d'otage pour ne pas mettre en danger la vie des personnes enlevées. Cependant de plus en plus de voix s'élèvent pour critiquer l'action gouvernementale dans l'enlèvement et la séquestration du Président de l'Union pour la République et la Démocratie (URD). C'est le cas de l'ancien ministre Maouloud Ben Kattrra et de l'infatigable Président de la Plateforme contre la Corruption et le Chômage (PCC), Pr Clément Dombélé. Pour l'ancien ministre Maouloud Ben Kattrra, il est essentiel que Soumaïla Cissé « puisse retrouver sa famille en bonne santé, sa famille

politique, sa famille biologique ». S'il estime que le Gouvernement fait des efforts, il note qu'« il faudrait quand même beaucoup plus, par ce que Soumaïla est quand même la deuxième personnalité de notre pays au plan politique. Après le Président de la République, c'est le chef de file de l'opposition ». Des coins d'ombre subsistent concernant l'enlèvement et la séquestration de Soumaïla Cissé. D'après certaines déclarations, le Président de l'URD aurait décliné l'offre du Gouvernement d'assurer sa protection lors de son voyage dans le Cercle de Nianfunké. Maouloud Ben Kattrra, sans aller jusqu'à accuser qui que ce soit, a néanmoins des doutes. « ... Et à mon avis, étant du nord du pays, les forces de sécurité présentes à Niafunké,

même si Soumaïla leur a dit de rester, devraient l'accompagner pour assurer sa sécurité. Est-ce que Soumaïla avait été trompé par des gens pour qu'il aille sans les forces de sécurité ? Est-ce que c'est quelques choses qui a été organisé ? Je ne sais pas. Mais pour le moment, l'heure n'est pas de dire qui a fait quoi, qui n'a pas fait quoi. Les autorités devraient beaucoup plus parler aujourd'hui, doivent dire mot. C'est vrai qu'une structure a été mise en place aujourd'hui, dirigée par l'ancien premier ministre Ousmane Issoufou Maïga. Mais on ne peut pas mettre une structure en place et ne pas communiquer », souligne-t-il. Considérant, selon lui que Soumaïla Cissé est la seconde personnalité politique du pays après le Président de la République, l'ancien ministre de la Fonction publique est convaincu que l'Etat ne semble pas agir en lien avec l'importance nationale de l'otage. « Il y a des choses aussi qu'il faut dire, pour prouver que l'Etat est là », déclare-t-il. Et, poursuit-il, « Les personnalités qui ont signé un mémorandum, pour parapher une déclaration pour sa libération, et au Mali et en dehors du Mali, prouvent à suffisance que Soumaïla n'est pas n'importe qui dans notre pays ». Dans son langage sans langue de bois comme à son habitude, le Président de la Plateforme contre la Corruption et le Chômage (PCC) estime qu'il n'y a même pas d'Etat au Mali. « Quand l'Etat est dans la déliquescence totale vous attendez quoi ? », se demande-t-il. «





Dans un pays où les djihadistes prennent des motos, 80, 100, 200, pour traverser des villages, pour venir tuer des jeunes recrues de l'armée malienne, qui les attendent infailliblement dans un camp militaire, qu'on vienne les tuer et qu'on reparte » où est l'Etat ? Celui-ci n'existe tout simplement pas selon le Président de la PCC. « En 2019, poursuit-il, il y a eu 504 militaires tués au Mali sans aucune arrestation. Toutes les enquêtes sont ouvertes, on n'a jamais arrêté et montré aux Maliens qui sont ces djihadistes, comment ils viennent dans ce pays, comment ils tuent et dans le même pays, vous attendez quelles actions pour trouver un homme ? ». Pr Clément Dembélé est des plus sceptiques quant à la capacité du Gouvernement à faire revenir Soumaila Cissé à la maison et sur la scène politique. « Je n'attends rien, on prie simplement que Soumaila Cissé s'en sorte sain et sauf », déclare-t-il avant de renchérir en ces termes : « N'attendez rien de ce gouvernement, par ce que, même si demain on prend Boubou en otage, ce gouvernement-là n'est pas capable d'aller le chercher ».

Plus modéré est le fils de Soumaila Cissé qui déclare que la famille a « des informations par personnes interposées, qui nous rassurent. Mais à ce jour nous n'avons pas pu communiquer avec lui. Nous n'avons eu aucune preuve de vie en tant que famille, ni du gouvernement, et de qui que ce soit ». On mesure toute la détresse de la famille Cissé car dans les prises d'otage, c'est l'absence de communication et de signe de vie qui sont insupportables. Dans une région désertique où les températures diurnes peuvent facilement grimper à plus de 43 degrés pendant plusieurs jours de suite, un homme de plus de 70 ans peut faci-

lement faire des malaises qui demandent l'assistance d'un médecin. Or, pour ne pas risquer de se découvrir, les ravisseurs ne peuvent qu'assurer les médicaments qu'ils peuvent se procurer par personnes interposées. Le fils de Soumaila Cissé est catégorique : « On a été à plusieurs fois rassurés par le gouvernement du Mali, par la Minusma, mais au-delà de ça, nous n'avons pas d'informations sur de potentielles négociations, nous ne savons même pas s'ils sont en contact avec les ravisseurs ou pas ». Les nuits de la famille doivent être les plus longues actuellement car dominées par la peur et l'angoisse.

A la question de savoir si l'enlèvement de son père pourrait avoir des connexions politiques, le fils de Soumaila est on ne peut plus très prudent. « Je veux éviter d'accuser qui que ce soit. Mais mon père est un homme politique, il est député élu de Niafunké. Et il allait en campagne après avoir eu l'assurance du Gouvernement, et des organisations internationales au Mali, comme quoi la sécurité serait

garantie. Il est en même temps le leader de l'opposition, il est chef de file de l'opposition, il est le challenger du Président actuel du Mali. Donc je me dirais qu'un enlèvement le concernant a forcément un volet politique. Mais je ne s'aurais pointer du doigt qui que ce soit ». Ce « volet politique » concerne-t-il seulement les ravisseurs ? La question reste ouverte car ce n'est certainement pas le moment de polémiquer quand la vie de Soumaila Cissé pourrait être en danger. Le Chef de file de l'Opposition politique aurait-il été imprudent de voyager sans escorte dans une région d'insécurité permanente où évoluent plusieurs groupes terroristes ? Le fils de l'otage pense le contraire. « C'est une région qui est sa région natale, il a l'habitude de voyager dans cette région sans problème », déclare-t-il. Mais ce fut peut-être le voyage de la malchance, celui qui a croisé les chemins des terroristes.

Alors le fils de Soumaila Cissé n'a qu'un message : « Je demanderais aux autorités de faire encore plus d'efforts, pour déjà nous donner des nouvelles, qu'il puisse être libéré dans les meilleurs délais. Nous sommes inquiets, pour sa santé, pour sa sécurité. Cela fait 38 jours que nous n'avons pas de nouvelles, et c'est assez dur pour tous les membres de la famille, son épouse, ses enfants, son frère, ses sœurs, et ses camarades, ses amis, et ses collaborateurs ». Certainement aussi pour les millions de Maliens qui s'inquiètent de l'enlèvement et la séquestration de Soumi Champion qui laisse déjà un vide politique au moment où la nouvelle Assemblée s'apprête à faire sa rentrée.

■ **Diala Thiény KONATÉ**



La présence massive des femmes à l'hémicycle : Une lueur d'espoir pour la démocratie malienne

Pour la première fois dans l'histoire de la démocratie malienne, il y a autant de femmes élues députés à l'hémicycle. Certains Maliens se sont exprimés sur le sujet qui fait la Une mais les avis sont dissemblables quant à leurs capacités réelles à jouer pleinement leur rôle à l'Assemblée Nationale.



Dr Aly Tounkara, Directeur du Centre des Etudes Sécuritaires et Stratégiques au Sahel(CE3S) :

Alors concrètement, c'est que de l'indépendance à aujourd'hui, les différents gouvernements qui se sont succédé, ont clairement affiché cette volonté de la prise en compte de

la gente féminine tant sur le plan décisionnel qu'exécutif. En dépit de cette volonté affichée, la loi 052 constitue un témoignage éloquent de cette ruée de femmes vers l'Assemblée nationale. Mais si vous questionnez un peu les différentes organisations des femmes, ainsi que l'écrasante majorité de populations dans le contexte malien à propos, notamment sur

l'échiquier politique, ce sont tout de même des avis tout à fait différents, voire variés et variables. Je vous dis clairement que les organisations de la société civile notamment féminines, trouvent un tel score salubre avec une présence aussi marquée des femmes à l'Assemblée Nationale. Cela pourrait constituer un début d'égalité entre les deux sexes tant souhaitée par les organisations faitières des femmes.

En effet, lorsqu'on s'intéresse aux conditions dans lesquelles ces élections législatives ont été tenues, toutes ces contestations populaires autour de la légitimité et de la légalité de cette nouvelle mandature parlementaire, il n'y a rien d'étonnant que cette Assemblée soit en déphasage avec les attentes légitimes de Maliens. En dépit de l'insécurité et l'urgence sanitaire, ces élections législatives ont été tenues dans des conditions douteuses et frauduleuses qui n'honorent pas une démocratie en construction. Certes, le Mali a toujours souffert de la transparence du scrutin, mais n'a pas connu autant de contestations et de protestations dès le lendemain de la proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle. Les différentes manifestations à Bamako et dans les autres centres urbains prouvent à suffisance que cette nouvelle mandature parlementaire souffrira de légitimité et de crédibilité vis-à-vis des citoyens. Ce sont ces réactions entre autres qui risqueront même de gommer la présence marquée des femmes. Sinon, si ces femmes avaient été élues dans des conditions louables et apaisées, naturellement cela allait marquer un tournoi majeur quant à la prise en compte du quota par l'échiquier politique malien. Néanmoins, il faut quand même saluer l'idée parce qu'en se référant à la loi 052 de décembre 2015 qui dispose que les modalités d'application de cette loi seront définies en conseil de ministre. Lors de ce conseil de ministres, il a été question que ce quota soit non seulement respecté dans les fonctions nominatives mais aussi électives. Donc côté élection, on peut dire que la loi 052 a été respectée de façon scrupuleuse. Cela est à saluer parce que c'est un combat qui a été mené par un certain nombre d'acteurs de la société civile notamment féminine. C'est le cas de Wildaf, l'APDF, CONASIPAL entre autres. Il y a plein de structures faitières qui se sont battues pour que cette loi 052 soit effectivement appliquée sur le plan

électif. Nonobstant, les efforts doivent être démultipliés au niveau des fonctions nominatives, car jusqu'ici, le Mali peine à respecter le quota à cet effet. Si vous regardez un peu les différentes équipes gouvernementales, il apparaît évident qu'elles peinent à appliquer effectivement cette loi. Les différents gouvernements qui se sont succédé, ont quand même fait entorse à cette loi. Je pense que c'est un bon début au regard de toutes ces pesanteurs sociales, économiques et religieuses qui font parfois de la femme un être pas suffisamment abouti pour exercer les fonctions politiques. Une telle avancée est à saluer à juste titre dans le contexte malien du point de vue symbolique et même politique. Le mérite revient au quinquennat du président Ibrahim Boubacar Keita.

En somme, la venue massive des femmes est à saluer. Mais lorsqu'on regarde le contexte et la circonstance de cette venue, malheureusement ils risquent à la limite d'effacer cette ruée des femmes à l'Assemblée par le simple fait que beaucoup de Maliens ne vont pas forcément se reconnaître en elles. Car lorsque des députés vont bénéficier un tel sentiment de contestation et un tel sentiment d'être à la limite nommée, ils auront du mal à bénéficier de ce soutien populaire aussi important que l'humilité parlementaire dans un jeu démocratique. C'est le lieu de noter aussi que malgré le climat tendu du post scrutin, il y a des élus qui font l'unanimité. En dépit du numérique féminin, le contexte et la circonstance risquent d'en faire un événement non majeur.

Dr Yacouba Dogoni, professeur de Sociologie à la Faculté des Sciences humaines et Sciences de l'Éducation :

C'est très difficile dans la démocratie malienne. Nous sommes tous au courant qu'il y a une loi qui a été adoptée et qui octroie 30% des sièges de l'Assemblée aux femmes. Maintenant, si ces 41 femmes occupent les 30% des sièges, ce qui veut dire que nous sommes dans la normalité parce que cette loi a été votée en fonction des besoins de l'Assemblée pour pouvoir doser le poids des hommes. Si c'est le cas, ce qui veut dire qu'elles pourraient défendre les lois relatives à la gestion de la famille, au processus féminin et aussi à l'autonomisation des femmes ; surtout la mise en



œuvre des conventions internationales par rapport à la parité, par rapport aux violences basées sur le genre et même par rapport à l'application de la résolution 13-25 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui défend les trois P : Participation, Protection et Prévention. Après la participation des femmes au processus de développement d'un pays, à leur protection en temps de guerre, à la lutte contre les violences sur les femmes et les enfants en temps de crise, ce sont les trois P qui sont dégagés dans la résolution 13-25 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Donc les femmes députées vont peut-être travailler concomi-

tamment avec la commission qui s'occupe de la question féminine qui était dirigée, dans le temps, par le député Moussa Diarra. Aujourd'hui, il n'a pas été réélu mais c'est lui qui était le président de cette commission. Maintenant ces femmes pourraient bien défendre ces lois et aussi accompagner les actions de l'Unicef, les actions de l'ONU femmes et même de Wildaf pour pouvoir défendre les intérêts des femmes.

■ **Propos recueillis par Ibrahim Sanogo**

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations



Résultats définitifs des législatives 2020 : La Cour constitutionnelle mise à nu par son arrogance

Les amarres de 6ème législature sont enfin larguées. C'est effectif depuis samedi dernier, en vertu de l'ultime arrêt de la Cour constitutionnelle sur les législatives 2020, qui fixe en même temps le début des nouveaux mandats parlementaires au 02 Mai dernier. Par la même occasion, sont définitifs et irréversibles le rapport des forces entre protagonistes de la rude compétition électorale. Après la proclamation des résultats provisoires par l'Administration territoriale, la configuration des représentativités aura ainsi accusé une substantielle modification due aux remodelages apportés par l'examen des recours et le traitement du contentieux électoral par le collège arbitral conduit par la présidente Manassa Danioko.

Sous le magistère de cette dernière, la Cour constitutionnelle s'est prononcée en ultime et dernier ressort sur le second tour, en délibérant notamment sur 89 requêtes en rapport avec une batterie de griefs relevés par différents protagonistes à l'encontre de leurs adversaires. Lesdites requêtes ont essentiellement trait à l'annulation de résultats de votes et reposent sur une kyrielle de présomptions d'irrégularités allant de l'achat des consciences au fonctionnement irrégulier des bureaux de vote, en passant par des dénonciations de bourrages d'urnes et d'affectations arbitraires de résultats sans opération de vote, des atteintes à la liberté d'expression de suffrages, etc. Bref, la même étendue de récriminations et d'anomalies dont la dénon-

ciation avait laissé indifférente la Cour au tour initial des législatives.

Mais, à la différence de cette première étape, la seconde était sans doute assez déterminante pour que Manassa Danioko et ses collègues redoublent de vigilance, de rigueur et sortent le grand jeu pour départager les protagonistes de la représentation populaire, au moyen de procédés auxquels ils donnaient l'air de s'être refusés et au détour de pratiques qu'ils semblaient ignorer au tour précédent : les annulations massives de suffrages pour cause de fraudes et d'entorses à la sincérité du vote.

Les plus décisives auront concerné des circonscriptions d'autant plus stratégiques qu'elles recèlent le plus grand nombre de sièges parlementaires au Mali, en l'occurrence Kati et Sikasso qui comptent chacune sept députés. Auxquels s'ajoutent Bougouni et Koro avec leurs 4 élus ainsi que la moitié des six communes de la capitale, à savoir : Les Communes I, V et VI.

Le scrutin, dans ces localités, a été jugé singulièrement compromis puisqu'émaillé de pratiques dignes de suppressions ciblées de suffrages, mais dont les motivations reposent sur des arguments qui pèchent par leur impartialité voire l'inégalité flagrante de traite-

ment de la part des juges électoraux. Ainsi, les mêmes pratiques n'entraînent pas les mêmes conséquences selon qu'elles concernent Koro où un écart de 19 000 voix est supprimé (pour rétention des résultats et modification irrégulière présumée des bureaux) ou qu'elles soient perpétrées dans les localités du septentrion où la mainmise sur les opérations de vote aux fins de bourrages d'urnes sont beaucoup plus légion.

Les remplacements de présidents de bureau ont présidé également à l'annulation de nombreux autres bureaux dans diverses communes de Bamako et de Kati ainsi que des résultats de communes entières à Sikasso, confirmant ainsi une triviale tendance des juges électoraux à faire endosser par les pauvres candidats des irrégularités relevant de l'administration et sans que celles-ci aient forcément une incidence évidente sur le scrutin. Or le défaut d'incidence des griefs sur le vote est l'argument souvent évoqué pour justifier le rejet de nombreuses requêtes dont celles en rapport avec des dénonciations d'une machine frauduleuse en Commune III.

Par-delà ces incohérences de parallélisme, l'arrêt définitif de la Cour pêche tout autant par ses raisonnements illogiques et biaisés. C'est le cas pour la Commune VI où il retient une compromission de l'ensemble du scrutin par le nombre élevé de bureaux concernés par les supposés changements illégaux de leur président sans que cela entraîne une annulation totale des opérations de vote dans l'ensemble de la commune.

À Sikasso, par contre, les proportions de bureaux concernés par la même anomalie ont conduit à l'annulation des résultats de communes entières avec le dessin à peine voilé d'en orienter les effets. Même dessein en Commune I où la Cour s'est employée avec un entrain très suspect à démontrer l'incidence

d'échauffourées sur les résultats électoraux, créant du coup une jurisprudence : il suffira désormais de susciter des perturbations pour obtenir l'annulation d'opérations électorales pressenties défavorables ou d'organiser une recomposition irrégulière des bureaux de vote pour rendre inopérants le vote d'un électorat favorable au camp adverse.

En tout état de cause, les manipulations de la Cour – visiblement plus habiles que les irrégularités et manœuvres qu'elle prétend redresser – ont débouché sur des inversions spectaculaires de tendances à bénéfique unilatérale. Tout en y laissant des plumes en Communes 6, 5 et Bougouni, l'URD ne fait que compenser ses pertes en récupérant sur les inversions à Kati et Sikasso et conserve au finish ses sièges intacts dans les mêmes proportions que les résultats provisoires.

Même tendance à l'Adema augmenté d'un seul siège en récupérant à Bougouni, en Communes I et VI ainsi qu'à Kati les pertes infligées par le bouleversement de Sikasso. Les augmentations les plus significatives convergent en revanche vers le parti majoritaire, le RPM, qui passe de 43 à 51 sièges et conforte par la même occasion son avance de représentativité sur des poursuivants dans le dilemme de n'être pratiquement lésés que là où ils ne partagent pas les faveurs de la Cour avec le parti majoritaire. Idem pour le parti Codem finalement réduit d'un siège après la perte de Koro mais conforté par la récupération des sièges de zones aussi stratégiques que Sikasso et Bougouni.

Le chamboulement occasionné par l'arrêt de la Cour fait naturellement plus jaser à l'Asma de Soumeylou Boubèye Maïga, qui en prend un vertigineux coup de massue avec la réduction de moitié de ses sièges proclamés par l'administration territoriale, soit quatre au lieu des 8 députés initialement comptabilisés. Avec

seulement deux députés, l'UM-RDA et PRVM Faso Ko ont subit dans les mêmes proportions, tandis que le Parena est réduit de trois à deux sièges.

Mais si les états-majors de formations se gardent bien d'exprimer leur indignation, celle-ci n'est point contenue au niveau de leurs ramifications locales où les frustrations ont occasionné des violences d'une ampleur inédite et telle qu'une proclamation de la Cour n'en a jamais suscité par le passé : pneus enflammés et manifestations de jour comme de nuit à Kati ainsi qu'à Sikasso et Bougouni, deux circonscriptions dans lesquelles la haute institution électorale est blâmable d'avoir déclaré des listes gagnantes sans que ses annulations massives les ait dotées les proportions de suffrages nécessaires pour ce faire.

Conséquence : la Cour constitutionnelle et les pouvoirs inconsiderés dont il a de tout temps abusé se retrouvent au cœur d'une vieille polémique qui n'a l'air d'intéresser les différentes composantes de la classe politique qu'en fonction du parti qu'elles en tirent ou du tort qu'elles leur cause. Mais force est de constater que la dérive a atteint cette année des proportions d'espièglerie voire une singulière complaisance sans l'arrogance jusqu'à la désinvolture.

C'est ce qu'il ressort en tout cas des prétentions du président de la Cour à s'imposer en donneur de leçon aux nouveaux élus en les mettant en garde contre l'utilisation de leur mandats à des fins passibles de réprimandes de la part de son institution. Mais en attendant, c'est bien la Cour constitutionnelle qui paie la rançon de l'impertinence par la mise à nu des intentions et motivations licencieuses que cachent ses bourdes.

■ A KEITA

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Promo Box Wifi 4G



Jusqu'à 32 appareils
connectés en simultané

15 Go
offerts



-50%
sur les frais de
la Box



Jusqu' au 31 mai 2020

De l' Internet très haut débit à domicile à partir de **9 500 FCFA/mois**
avec des forfaits allant **jusqu'à 100 Go***

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO : « Les livres ont la capacité unique à la fois de divertir et d'enseigner »



Le monde entier a célébré le jeudi, 23 avril 2020, la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur. Une occasion pour montrer le rôle que le livre peut jouer dans ce contexte de crise sanitaire mondiale. L'UNESCO a saisi l'occasion pour inviter tous les acteurs du livre à témoigner durant ce mois leur amour pour les livres.

« Les livres ont la capacité unique à la fois de divertir et d'enseigner. Ils sont à la fois un moyen d'explorer des domaines au-delà de notre expérience personnelle à travers l'exposition à différents auteurs, univers et cultures, et un moyen d'accéder aux recoins les plus profonds de notre être intérieur. » Cette remarque est de Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO, à l'occasion de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur 2020.

Dans un message intitulé « Pourquoi la lecture

est plus importante que jamais ! », l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture soutient qu'à « une époque où la plupart des écoles du monde sont fermées et où les gens doivent limiter leur temps passé à l'extérieur, le pouvoir des livres devrait être mis à profit pour lutter contre l'isolement, renforcer les liens entre les gens, élargir nos horizons, tout en stimulant nos esprits et notre créativité ».

L'UNESCO recommande alors des lectures individuelles ou collectives avec les enfants durant tout ce mois d'avril. Car, dit-elle, « C'est le moment de célébrer l'importance de la lecture, de favoriser la croissance des enfants en tant que lecteurs et de promouvoir un amour permanent de la littérature et de l'intégration dans le monde du travail ».

Malgré le confinement à l'œuvre en raison du

Covid-19, l'organisation onusienne estime possible, à travers la célébration de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, de s'ouvrir aux autres malgré la distance, et de voyager grâce à l'imagination.

Pour bien célébrer cette Journée, l'UNESCO s'engage à partager du 1er au 23 avril, « des citations, des poèmes et des messages pour symboliser le pouvoir des livres et encourager autant que possible la lecture ». Outre cela, elle invite les étudiants, les enseignants, les lecteurs du monde entier, l'industrie du livre et les services de bibliothèque à témoigner et à exprimer leur amour pour la lecture. Pour ce faire, des hashtags sont proposés : StayAtHome et WorldBookDay.

■ Foussemi TOGOLA

Coronavirus au Sénégal : Quatre agents de l'hôpital infectés, le service de chirurgie de Ndamatou fermé

Le personnel médical est en train de payer un lourd tribut dans la lutte contre la pandémie du Coronavirus. Après les hôpitaux Principal et Abass NDAO, le service de chirurgie de l'hôpital Ndamatou de Touba vient d'être frappé de plein fouet. Ce, après la contamination de quatre agents dudit service par le coronavirus.

La structure hospitalière a d'ailleurs été fermée pour désinfection. C'est d'abord un infirmier en service à la chirurgie qui a été testé positif depuis vendredi dernier. Après les 27 autres prélèvements qui ont été effectués sur le personnel et envoyés le lendemain à l'Institut Pasteur de Dakar, trois autres sont revenus positifs. «En attendant d'autres résultats de prélèvements dans la journée d'aujourd'hui, ces agents dudit hôpital, pour le moment, subissent un confinement à domicile. Ils sont traités en attendant peut-être d'être transférés dans les centres de traitement si leur état le nécessite», renseigne Seneweb.

■ Enquête réalisée par Thioro Sakho et Babacar Touré (Kaolack)





Un think thank américain lié au Pentagone sonne l'alarme : « L'heure est grave pour la Guinée »

Le prestigieux Think Thank américain le Centre d'études stratégiques de l'Afrique lié au ministère américain de la Défense, vient de publier une analyse sur la situation politico-sociale de la Guinée qu'il qualifie de « grave » et qui pourrait déstabiliser la sous-région.

Dans un rapport intitulé « Désamorcer la crise politique en Guinée » publié sur son site web, le Centre recommande des « sanctions ciblées » contre les responsables guinéens et demande aux organisations internationales de « retirer à la Guinée sa qualité de membre et de ne pas reconnaître la validité du référendum ou des élections législatives ».

Estimant que « l'expérience montre que les chefs d'État africains qui sont restés au pouvoir pendant plus de 10 ans ont accumulé les actes de répression et de corruption et généré instabilité financière, sous-développement et conflits dans le pays », le Centre interpelle la communauté des États de l'Afrique de l'Ouest

(CEDEAO) d'appliquer sa charte ; celle-ci interdit « la violation de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, mais aussi du protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance ». Le Centre remarque aussi que ni la CEDEAO, ni l'OIF, l'UA et l'UE n'ont reconnu le double scrutin ayant eu lieu en Guinée le 22 mars dernier.

Le rapport est aussi très critique de l'instrumentalisation des forces de sécurité par le pouvoir et les tueries de protestataires pacifiques et trouve une « solidité » de la société civile et de l'opposition qui ont organisé des manifestations pacifiques féroce ment réprimées avec des dizaines de morts.

Cette nième accusation du régime de Conakry par une ONG étrangère, après celles d'International Crisis Group, de Human Rights Watch et d'Amnesty International, vient dans la foulée de la grave crise sanitaire du Covid-19 qui secoue la planète entière avec son corolaire de

désastre économique.

Tout porte à croire que le président Condé par cet acte en défiance de la majorité des Guinéens et de toute la communauté internationale, est maintenant en collusion directe avec les pays occidentaux grands bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux.

Selon les lanceurs d'alerte Wikileaks, les États-Unis et la France ont joué un rôle important dans le renversement du régime militaire de Moussa Dadis Camara et du CNDD (Conseil national pour la démocratie et le développement) et ont mis tout leur poids diplomatique pour organiser la transition et le scrutin qui a vu le président Condé accéder au pouvoir en 2010. La déception est d'autant plus grande dans certains milieux occidentaux qu'il se rapporte que ce sont la Chine, la Turquie et la Russie qui occupent le terrain et qui sapent les efforts de démocratisation et de stabilisation de la Guinée, sabrés par l'apparente détermination du président guinéen à ne pas jouer le jeu de l'alternance pacifique.

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est un organisme du Département de la Défense des États-Unis, créé et financé par le Congrès américain, pour l'étude des problèmes de sécurité se rapportant à l'Afrique. Il sert de forum de recherche bilatérale et multilatérale, de communications, d'échange d'idées et de formations ouvert aux civils comme aux militaires.



Covid-19 : La FEMAFoot compte achever la saison

La semaine dernière, la Confédération africaine de football (CAF) a invité l'ensemble des fédérations nationales affiliées, à se prononcer sur l'issue des championnats locaux, suspendus en raison de la pandémie du coronavirus et faire connaître en même temps les stratégies envisagées pour la reprise des compétitions. «Compte tenu des circonstances actuelles, nous souhaitons connaître la situation actuelle de vos ligues, coupes nationales (classement, nombre de matches en attente, etc.), ainsi que les stratégies que vous envisagez d'appliquer pour finaliser vos compétitions terminées ou annu-

lées», indique la correspondance de l'instance dirigeante du football continental.

Dès la réception de ce courrier, le comité d'urgence de la Fédération malienne de football (Femafoot) a, à son tour, adressé un télégramme aux Ligues et clubs pour les informer que le championnat national et la coupe du Mali 2019-2020 se disputeront après la crise sanitaire. «Il est demandé à toutes les ligues régionales de nous faire parvenir les points de leur championnat de deuxième division et nous indiquer comment elles comptent les achever», écrit le télégramme de la Femafoot. Mais comment l'instance dirigeante du football ma-

lien compte-t-elle faire pour achever le championnat et la Coupe du Mali ? Joint hier au téléphone, le président de la Femafoot, Mamoutou Touré «Bavieux», a affiché son optimisme en indiquant que la reprise des deux compétitions pourrait intervenir fin juin.

«Nous avons fait une projection entre fin juin et fin août. Si les conditions sanitaires le permettent, les compétitions se débiteront en juin pour s'achever en août», a précisé Bavieux Touré.

Pour rappel, les réponses des Fédérations nationales devaient arriver à la CAF au plus tard le 5 mai 2020, c'est-à-dire, mardi dernier. Reste à savoir quel sera le sort des associations nationales sportives qui ont décidé d'annuler purement et simplement la saison. C'est le cas notamment des Fédérations guinéenne, angolaise et burkinabé de football.

■ **Seïbou S. KAMISSOKO**



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous mènerez vos projets d'une main de fer. Les plus réticents vous suivront et vous accorderont confiance. Votre assurance impressionnera et vos arguments bien ficelés feront mouche, si bien que vous réussirez là où d'autres échoueraient.

Vous pourriez user de quelques stratagèmes pour faire rentrer les sous, surtout si l'on en vous en doit. Vous remettez vos comptes à plat afin que vos débiteurs vous remboursent, même s'il s'agira de petites sommes, afin que tout soit bien clair.



Taureau (20 avril - 19 mai)

La hausse de vos responsabilités ne vous apaisera pas... Vos prérogatives ? Vous allez en user, en abuser même ! Ami Taureau, vous pourrez même manquer d'indulgence à l'égard de collègues qui vous ont soutenu, il n'y a pas si longtemps que cela...

Aujourd'hui, ami Taureau, vous serez capable de tout dilapider sur un simple coup de tête, et de trouver de multiples occasions de renflouer votre compte bancaire. Faites tout de même attention qu'un jour ne ressemble pas à un autre ! Message reçu ?



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un travail en équipe continue. Il est profitable pour le rendement ! Vous tissez un lien avec un collègue. Gardez tout de même vos distances. Il peut vous critiquer une fois le dos tourné ! Cette ambiance est à éviter. Restez limité dans vos confidences !

Pour éviter des frais, ne sortez pas ! Le shopping est responsable de folles dépenses ! Elles concernent les vêtements et la décoration. Comparez les tarifs ! Des coups de coeur peuvent être regrettables. Des articles peu utiles tombent dans votre panier !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez un peu de mal avec toute forme d'autorité, et les rapports entre collègues s'en ressentent. Des tensions risquent de se produire, sans que vous en soyez totalement conscient. La prudence est donc conseillée dans les relations professionnelles.

Votre clairvoyance et votre lucidité sont mises à mal concernant vos finances. Vous pourriez vous fourvoyer, ce n'est pas habituel, la vigilance s'impose. Il serait judicieux de prendre conseil parmi votre entourage, afin de ne pas faire de bêtises.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez une vision professionnelle différente et probablement mieux appropriée à vos défis professionnels. Sans toucher aux bases ou à la structure de votre activité, vous y apporterez une touche créative qui vous fera sortir d'un système de rigueur.

Ce sera probablement parce que la pleine Lune en Scorpion vous provoquera une insécurité financière que vous déciderez de changer complètement de mode de vie dans le but de réaliser des économies. Vous ferez la chasse aux frais et dépenses inutiles.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Présente dans votre domaine professionnel, la nouvelle Lune enclenchera aujourd'hui la marche arrière, ce qui aura comme conséquence immédiate de laisser sur place votre chance... Ami Vierge, de nombreuses personnes vont vous remonter les bretelles.

Plus de travail sans avoir plus de pépettes... Ce sera la mauvaise surprise du jour ! Elle sera initiée par la nouvelle Lune. Certaines heures seront transformées en RTT. Vous direz à qui veut l'entendre que ce ne sont pas les RTT qui remplissent les frigos...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un nouveau contrat peut arriver. C'est par le biais d'un collègue que la chance arrive. Une opportunité inattendue se présente. Vos tâches consistent à organiser. Vous le faites avec une conscience professionnelle. Ce comportement séduit votre hiérarchie.

Les revenus sont stables et tirent vers la hausse. Aujourd'hui, vous pourriez avoir la folie des grandeurs ! Les frais partent dans le véhicule ou l'essence. Un petit voyage entre amis peut vous revenir cher ! Votre vie sociale provoque des frais.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Modérez votre nature fougueuse au bureau, vous risquez de vous emporter ! Les rapports sont remplis de tensions, et votre esprit a du mal à être réaliste ou impartial. Vous supportez mal les remarques qu'on pourrait vous faire. Détendez-vous.

Des envies de voyage vous taraudent, et vous voulez vraiment vous offrir ce beau voyage que vous attendez depuis longtemps ! Il est temps de faire des économies, mais ce n'est pas à l'ordre du jour, vous n'avez pas la tête, et votre esprit s'égaré.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Battez le fer pendant qu'il sera chaud, car vous aurez la possibilité de réaliser un score dans votre activité. On vous demandera de remplacer quelqu'un au pied levé, ce qui permettra de démontrer l'étendue de vos capacités dans un domaine différent.

Des décisions relatives à l'argent soulèveront la polémique et vous marquerez votre désaccord, hélas, sans pouvoir renverser la situation. Vous ne serez pas seul à mener le combat. Mars en Verseau vous aidera pour lutter contre les irrégularités.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La Lune, en opposition dans votre signe, vous mettra considérablement en porte-à-faux. En conséquence de quoi, certains collaborateurs pourront vous lâcher sans la moindre explication ou vous éviter à la machine à café... Cela vous laissera sans réaction !

Côté argent, vous aurez beaucoup à prouver... Aux autres, bien entendu, mais aussi à vous-même ! Vous aimerez montrer que vous pouvez avoir, vous aussi ami Capricorne, l'étoffe d'un gestionnaire ! Une sorte de revanche ou de mise au point...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes peu écouté ! Des rivalités se multiplient. Elles sont plus sournoises que vous ne le pensez. Ne confiez pas votre rêve professionnel. Restez secret sur vos ambitions. De la contrariété survient en cours de journée ! Vos tâches ralentissent.

Saturne en Verseau apporte une stabilité durable. Des petits projets concernent l'habitation. Aménager différemment les pièces vous tente. Cela représente des petites sommes. Mais elles s'ajoutent aux frais obligatoires. Il y a peu d'inquiétude à avoir.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez un mal fou à vous concentrer, et vous vagabondez dans votre univers plutôt que dans votre travail ! Les discussions risquent de s'envenimer, au grand dam de vos collègues, qui se sentent impuissants à vous faire entendre raison. Prudence.

La configuration astrale du moment vous apporte une forte propension à savoir ce que vous voulez. Une chose est sûre, votre sécurité financière vous pousse à atteindre vos objectifs, mais aujourd'hui, votre esprit est bien confus, vous n'êtes plus sûr de rien !

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA